

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT,
DES EAUX ET FORETS**

ARRETE N° 12.890 /07/MINENVEF

Portant création d'un Comité National de Mise en œuvre de la Convention de Bâle (sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination) et de la Gestion Ecologique et Rationnelle des Métaux Lourds.

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi N° 90-033 du 21 Décembre 1990, portant Charte de l'Environnement Malgache et ses modificatifs ;
- Vu le Décret N° 2007-022 du 20 Janvier 2007, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu le Décret N°99- 141 du 22 Février 1999, portant la ratification de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.
- Vu le Décret N° 2007-025 du 25 Janvier 2007, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret N° 2007-694 du 10 Juillet 2007, modifiant le décret n° 2007-086 fixant les attributions du Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts, ainsi que l'Organisation Générale de son Ministère ;

A R R E T E :

Titre I : CREATION

Article premier: Il est créé au sein du Ministère l'Environnement, des Eaux et Forêts, un Comité National de Mise en œuvre de la Convention de Bâle et de la Gestion Ecologique et Rationnelle des Métaux Lourds ou CNMCB et GERML.

Titre II : NOMINATION

Article 2: Les Membres du Comité National sont nommés par décision du Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts.

Titre III : COMPOSITION

Article 3 : Le Comité National est composé des représentants des institutions publiques et privées directement concernées dans la mise en œuvre de la Convention de Bâle mentionnées ci-après :

- Des représentants du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (les Points Focaux touchant les Conventions Internationale relatives aux produits chimiques) ;
- Deux représentants du Ministère chargé de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (dont un représentant de la Direction de la Protection des Végétaux) ;
- Un représentant du Ministère chargé de la Santé, du Planning Familial et de la Protection Sociale;
- Deux représentants du Ministère chargé des Finances et du Budget (dont un représentant de la Direction Générale des Douanes et des Impôts) ;
- Un représentant du Ministère des Travaux Publics et de la Météorologie ;
- Un représentant de la Primature (Direction de la Législation et du Contentieux de la Primature) ;

- Un représentant de Garde de sceaux, Ministère de la Justice ;
- Deux représentants du Ministère de l'Education Nationale et des Recherches Scientifiques (dont un représentant de la Faculté des Sciences) ;
- Deux représentants du Ministère de l'Energie (dont un de la JIRAMA) ;
- Trois représentants du Ministère de l'Economie, du Plan, du Secteur Privé et du Commerce (dont un Représentant des distributeurs et des Revendeurs des Produits Chimiques) ;
- Un représentant des ONGs oeuvrant dans le domaine de l'environnement et des produits Chimiques ;
- Un représentant de l'Organe de Lutte Contre les Evènements de la Pollution Marine par les Déversements des Hydrocarbures (OLEP) ;
- Deux représentants du Ministère de la Défense National (dont un de la Gendarmerie);
- Vingt deux Représentants régionaux du Ministère chargé de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire ;
- Deux représentants Ministère de l'Intérieur chargé de la Sécurité Publique ;
- Des représentants portuaires nationaux.

TITRE IV : MANDAT ET FONCTIONNEMENT

Article 4 : Le Comité National est l'organe consultatif de la mise en œuvre de la Convention de Bâle.

Article 5 : Le Comité National est présidé par le Coordonnateur National du BNCB-GERML.

Article 6: Le Comité National est chargé de :

- Coordonner les actions à mener du projet ;
- Veiller à la bonne diffusion des résultats des activités du projet, leur évaluation par les parties prenantes nationales et donner les directives, les orientations pour la mise en œuvre du projet ;
- Approuver les programmes de travail, le budget du projet et assurer la relation avec les autres institutions ;
- Veiller à la conformité des activités avec le document de projet ;

Article 7: Le Comité se réunit en sessions ordinaires suivant les cas de nécessité du projet. Des réunions extraordinaires pourraient être convoqués par l'Autorité Compétente de la Convention de Bâle.

Article 8 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Antananarivo, le

3 AOUT 2007



Bernard KOTO